

Les biens d'équipement et les biens de consommation durable ont continué d'occuper une grande place dans le commerce d'exportation du Canada, mais les principaux articles d'exportation étaient le soufre, le bois de thuya, le chlorure de potassium et le papier journal. Les principaux produits finis étaient les pièces d'automobile, le matériel informatique et téléphonique. Les importations en provenance de l'Australie ont consisté surtout en sucre brut, en minerais, en alumine et en bœuf.

Un important séminaire de technologie, accompagné d'une exposition intitulée « Le Canada à la fine pointe de la technologie », a eu lieu à Melbourne et à Sydney, du 20 février au 2 mars 1984, sous les auspices du ministère. Vingt sociétés canadiennes étaient représentées dans le secteur de l'équipement vidéotex, des communications, de l'informatique et des dispositifs de contrôle des procédés industriels.

Le Canada a fait part de ses préoccupations concernant le régime néo-zélandais de licences d'importation à l'occasion des réunions du Comité consultatif Canada — Nouvelle-Zélande qui ont eu lieu à Wellington en novembre. Les représentants de la Nouvelle-Zélande ont dit que leur gouvernement s'était engagé à libéraliser progressivement le régime des licences d'importation au cours des quelques prochaines années.

Les exportations canadiennes vers la Nouvelle-Zélande se sont élevées à 122 millions de dollars en 1983, les principaux produits étant le soufre, le papier journal, le zinc, le chlorure de potassium et les résines de polyéthylène. Le matériel informatique, téléphonique et de télécommunication s'est également vendu en quantité. Le bœuf congelé, l'agneau, les pommes et la laine occupaient une grande place parmi des importations d'une valeur totale de 156 millions de dollars.

Une mission commerciale canadienne s'est rendue en Australie et en Nouvelle-Zélande en novembre 1983 sous la direction du ministre d'État au Commerce international. De nombreux secteurs de l'industrie et du monde des affaires du Canada se trouvaient représentés.

En janvier 1984, le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, Sir Robert Muldoon, a inauguré une importante coentreprise du Canada et de son pays, l'usine de Petrolgas à Taranaki, construite au coût de 226 millions de dollars (en monnaie de la Nouvelle-Zélande) et qui produit du méthanol à partir du gaz naturel. Petrolgas est détenue à 49 p. 100 par Alberta Gas Chemicals et à 51 p. 100 par Petrocorp, la société pétrolière nationale de la Nouvelle-Zélande.

Les programmes d'affaires publiques se sont poursuivis activement en Australie et en Nouvelle-Zélande et un certain nombre de groupes artistiques ont fait des tournées dans les deux pays. L'Association des études canadiennes a reçu un appui supplémentaire au cours de l'année.

Pacifique Sud

En Papouasie — Nouvelle-Guinée, la deuxième phase du projet OK Tedi d'extraction de cuivre et d'or est encore à l'étude. Parmi les autres secteurs actifs qui intéressaient le Canada, citons le transport aérien, la production d'électricité et la foresterie.

Afrique et Moyen-Orient

Moyen-Orient

Le Canada a continué d'agir dans le sens d'un renforcement et d'une expansion de ses liens politiques et économiques

avec le Moyen-Orient. Les exportations totales vers la région ont enregistré une hausse modeste par rapport à l'année précédente, l'Arabie saoudite demeurant le plus grand marché du Canada. Le 1^{er} décembre 1983, on a annoncé qu'une ambassade du Canada ouvrirait ses portes à Abu Dhabi, dans les Émirats arabes unis, à l'automne de 1984.

L'année a été marquée par de nombreuses visites bilatérales : le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Syrie, au Liban, en Égypte, en Jordanie et en Israël en octobre 1983; le sous-comité du Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères est allé en novembre en Arabie saoudite, en Syrie, en Jordanie, en Israël et en Égypte, et le premier ministre a effectué en décembre un voyage à Oman, à Bahreïn, au Koweït et dans les Émirats arabes unis. Un autre exemple de l'activité canadienne a été la visite que le ministre d'État aux Finances a faite en novembre en Égypte afin d'assister à la troisième réunion annuelle du Conseil d'affaires Égypte — Canada et de participer aux cérémonies d'ouverture de Can Tech 83, exposition portant sur les transferts de technologie.

Il y a eu peu de progrès manifestes vers une solution des problèmes politiques de la région. La violence a continué au Liban, la Force multinationale a quitté Beyrouth et les démarches diplomatiques visant à une solution politique n'ont produit aucun résultat notable. Le Canada a continué de soutenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, et il a cherché le retrait de toutes les forces étrangères à l'exception de celles dont la présence était explicitement demandée par le gouvernement libanais. Le Canada a aussi manifesté son appui à l'égard des tentatives de réconciliation nationale durable.

En raison des pertes de vies humaines et des souffrances qu'entraînaient les combats fréquents, le Canada a fait plusieurs contributions financières au Comité international de la Croix-Rouge et au Conseil canadien des Églises pour leurs opérations de secours d'urgence au Liban. Dans le cadre de l'appui donné au Liban, le Canada a annoncé en juillet sa décision de fournir 5 millions de dollars pour faciliter la reconstruction lorsque les circonstances le permettraient.

Quant au conflit arabo-israélien, les efforts déployés afin d'amener les parties à la table de négociations ont échoué. Par un dialogue diplomatique et politique, le Canada a continué d'appuyer l'objectif d'un règlement pacifique équitable, global et durable qui assurerait le bien-être et la sécurité d'Israël à titre de nation indépendante au Moyen-Orient, et permettrait aux Palestiniens de participer pleinement aux négociations qui détermineront leur avenir tout en leur reconnaissant le droit de fonder un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq est demeurée dans l'impasse, en dépit de lourdes pertes subies de part et d'autre et malgré l'emploi d'armes chimiques qui a été confirmé par un groupe de travail spécial des Nations Unies. Le Canada s'est joint à de nombreuses nations pour protester contre cet aspect du conflit. Celui-ci ayant menacé de s'étendre au golfe persique où les attaques de belligérants contre des bateaux neutres étaient devenues de plus en plus fréquentes, le Canada a fait des démarches auprès des deux parties au conflit, les invitant à cesser les hostilités et à négocier en vue de la paix. Des difficultés croissantes d'ordre interne au Soudan ont failli compromettre la réalisation des projets d'aide canadienne dans le sud de ce pays.